

IRAN-ISRAËL
LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

DU MÊME AUTEUR

Les Relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979, Paris, PUF, 2012.

L'Iran et ses rivaux (dir.), Paris, Passés composés, 2020.

Téhéran-Washington (1979-2025), Paris, Hémisphères, 2025.

Idées reçues sur l'Iran, Paris, Le Cavalier bleu, 2025.

Clément Therme

IRAN-ISRAËL
LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

De 1979 à nos jours

TALLANDIER

Cartes : Légendes Cartographie / Tallandier, 2026

© Éditions Tallandier, 2026
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

INTRODUCTION

L'offensive militaire israélo-américaine, aérienne et navale, déclenchée contre la République islamique d'Iran le 28 février 2026, dans le prolongement de la guerre des Douze-Jours de juin 2025, constitue l'apogée de la confrontation entre Tel-Aviv et Téhéran. Cette guerre, avant d'être militaire, est d'abord idéologique : l'avènement à Téhéran d'un régime théocratique a conféré à la République islamique d'Iran une mission politique et spirituelle fondée sur la « libération de la Palestine » qui implique, du moins de manière implicite, la disparition d'Israël, érigée en pilier de sa politique régionale et de son identité internationale¹.

En se présentant comme le défenseur d'une cause palestinienne redéfinie à l'aune du projet révolutionnaire de l'ayatollah Khomeini, la République islamique d'Iran a également contesté l'ordre régional dominé par les États-Unis depuis la fin de la guerre froide. La confrontation irano-israélienne s'inscrit dans un cadre dépassant largement le seul affrontement bilatéral : la dimension américaine en constitue un élément structurant et incontournable.

IRAN-ISRAËL LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

C'est bien l'aspiration idéologique de la République islamique d'Iran qui a conduit comme une prophétie auto-réalisatrice à l'élimination du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, par les forces armées israéliennes, le 28 février 2026, lors du premier jour des frappes israélo-américaines. De plus, la nomination de son fils, Mojtaba Khamenei, au poste de Guide suprême, le 8 mars 2026, marque la continuité idéologique de la République islamique d'Iran et sa volonté de placer le substrat idéologique révolutionnaire khomeiniste au-dessus des questions individuelles. S'agissant du rôle des États-Unis dans la guerre israélo-iranienne, on constate le lancement d'une opération conjointe israélo-américaine le 28 février 2026. De plus, même lors de la guerre des Douze-Jours au mois de juin 2025, Washington a soutenu le choix israélien de déclencher une opération militaire.

Dès le 6 novembre 2025, la déclaration du président Donald Trump sur les origines de la guerre des Douze-Jours selon laquelle « Israël a attaqué le premier. Cette attaque a été très, très puissante. J'en étais pleinement responsable² » est particulièrement révélatrice. Si elle contredit les propos du chef de la diplomatie américaine Marco Rubio, qui, dès les premiers jours du conflit, avait affirmé qu'Israël agissait de manière unilatérale et avait exhorté Téhéran à ne pas cibler les forces armées américaines présentes dans la région, elle a le mérite de clarifier la nature du soutien politique apporté par Washington au projet israélien de changement de régime en Iran.

Alors que l'hypothèse d'un bombardement de l'Iran par les forces armées américaines et israéliennes est

INTRODUCTION

régulièrement évoquée depuis le début des années 2000, tous les présidents américains, y compris George W. Bush, y avaient jusqu'alors renoncé, estimant qu'une telle opération présenterait des risques majeurs pour la sécurité régionale et pourrait s'avérer contre-productive en matière de non-prolifération nucléaire. En rompant avec cette prudence stratégique et en soutenant le projet du Premier ministre Benyamin Netanyahu, Donald Trump a ainsi franchi un seuil symbolique, brisant un tabou de longue date.

Cet ouvrage retrace les principales ruptures d'une relation irano-israélienne d'une extrême complexité, façonnée par une mémoire partagée et par des héritages anciens encore vivaces dans les imaginaires collectifs. De la figure fondatrice de Cyrus le Grand au VI^e siècle av. J.-C. au partenariat pragmatique qui prévalait sous le règne des Pahlavi, de la création de l'État d'Israël en 1948 à la Révolution islamique de 1979, jusqu'à la présence plurimillénaire d'une communauté juive en Iran, rien, *a priori*, ne semblait destiner ces deux nations à devenir des ennemis irréconciliables.

L'analyse se déploie selon une chronologie structurée en trois temps. De la création de l'État d'Israël en 1948 jusqu'à la Révolution de 1979 qui signe la fin de la dynastie Pahlavi, les échanges entre les deux pays sont marqués par une coopération bilatérale et sécuritaire dans le cadre de la doctrine de la périphérie, la stratégie israélienne consistant à établir des partenariats avec des puissances non arabes du Moyen-Orient, notamment l'Iran impérial et la Turquie kémaliste, afin de

IRAN-ISRAËL LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

compenser l'hostilité du monde arabe. Elle reposait sur une convergence d'intérêts sécuritaires incluant l'enclavement (*containment*) du nationalisme arabe, une coopération militaire et de renseignement, et une insertion régionale marquée par la rivalité Est-Ouest. Avant 1979, ce triangle Israël-Iran-Turquie formait ainsi un axe périphérique destiné à réduire l'isolement diplomatique d'Israël et à stabiliser des régimes non arabes proches de l'Occident.

La seconde période est celle de la rupture, malgré la persistance de liens secrets entre 1979 et 1991. Ils se caractérisent par l'antisionisme d'État et par le maintien de contacts discrets durant la guerre Iran-Irak. L'affaire Iran Contra³ atteste de ventes clandestines d'armes américaines à Téhéran réalisées avec l'intermédiaire d'Israël, afin de contourner l'embargo et de financer les Contras au Nicaragua. De 1991 à 2005, on assiste à la montée des tensions bilatérales et régionales dans le contexte du creusement d'un « fossé idéologique ». Cette période est également marquée par la montée en puissance du Hezbollah au Liban et par l'alarmisme occidental sur le programme nucléaire iranien ; enfin, par la « confrontation durable » (2005-2026), au cours de laquelle se cristallisent la guerre cyber, les assassinats ciblés et les interventions indirectes en Syrie, au Liban ou en Irak, jusqu'à la guerre ouverte depuis 2024.

Le 7 octobre 2023 inaugure une nouvelle séquence stratégique, dans laquelle la guerre ouverte remplace progressivement les logiques de signalement stratégique.

INTRODUCTION

Pour comprendre les évolutions contemporaines de la relation irano-israélienne, il convient d'envisager la première rupture majeure qui fut celle de 1979, lorsque la Révolution islamique transforma un partenariat pragmatique en une rivalité existentielle. La seconde réside dans la régionalisation du conflit, Téhéran mobilisant un vaste réseau d'alliés non étatiques et de groupes armés pour menacer les intérêts israéliens au Levant, mais aussi en Europe, en Amérique latine et centrale, en Asie, en Australie et en Afrique. La troisième rupture, enfin, marque la mutation d'un affrontement idéologique et indirect en guerre ouverte : les années 2024, 2025 et 2026 ont vu se concrétiser, pour la première fois, un choc militaire direct entre les deux puissances.

Ces guerres israélo-iraniennes sont multidimensionnelles : entre confrontations militaires, informationnelles, cyber, maritimes et surtout clandestines, entre les services de renseignement des deux pays qui ciblent les vulnérabilités de leurs adversaires pour mieux les infiltrer et orchestrer des opérations de sabotage, de reconnaissance des cibles ou d'éliminations ciblées. Cet affrontement ne se limite pas aux territoires des deux pays mais touche l'ensemble du Moyen-Orient et au-delà ; la Force al-Qods, unité d'élite des Gardiens de la Révolution chargée des opérations extérieures, n'hésite pas à viser les représentations diplomatiques israéliennes ainsi que les communautés juives à l'échelle mondiale.

En examinant conjointement les causes profondes et les déclencheurs immédiats de la guerre des Douze-Jours de juin 2025 et de la guerre du mois de

IRAN-ISRAËL LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

Ramadan débutée le 28 février 2026, il convient de souligner que ces deux conflits illustrent de manière exemplaire les nouvelles formes de conflictualité propres au XXI^e siècle. Il s'agit d'une guerre à distance, hybride, idéologique et globalisée, révélatrice des recompositions stratégiques à l'œuvre dans le système international contemporain. Bien que ses racines plongent dans la Révolution islamique de 1979, le déclenchement, le 13 juin 2025, de la guerre des Douze-Jours a constitué une véritable surprise stratégique. Deux principales grilles d'analyse permettent d'en éclairer la genèse et la portée.

La première met en avant la responsabilité structurante de la Révolution islamique de 1979 dans la mutation de la relation israélo-iranienne, passée d'un partenariat pragmatique à une confrontation idéologique. Cette perspective de longue durée permet d'appréhender les dynamiques profondes qui ont contribué à l'émergence de l'affrontement armé de juin 2025, en soulignant la centralité de l'idéologie antisioniste, voire antisémite, promue par l'ayatollah Khomeini et intégrée au socle doctrinal de la République islamique.

La seconde approche situe la guerre des Douze-Jours dans le contexte postérieur au 7 octobre 2023, en interprétant les frappes israéliennes comme une extension des conflits précédents menés par Israël en Syrie, à Gaza, au Liban et au Yémen. Dans cette optique, ces opérations relèvent d'une stratégie de guerre préventive, illégale au regard du droit international, visant à affaiblir l'influence régionale de Téhéran et à favoriser

INTRODUCTION

un changement de régime en Iran. Cette lecture insiste sur la continuité des logiques d'escalade israéliennes et sur les risques politiques et sécuritaires associés à ces aventures militaires.

Il convient néanmoins de souligner que cette seconde interprétation s'inscrit elle-même dans une intense guerre informationnelle entre les deux protagonistes, chacun cherchant à imposer son récit. La partie israélienne accuse Téhéran d'avoir orchestré les attaques terroristes du Hamas contre Israël, tandis que les autorités iraniennes présentent les frappes israéliennes comme une violation caractérisée du droit international et comme une preuve supplémentaire du double-standard occidental en la matière.

À l'inverse, une lecture critique de la politique du Premier ministre israélien met en lumière le caractère anticipé de cette confrontation, qui s'inscrit de longue date dans la doctrine stratégique israélienne. Depuis les années 1990, Benyamin Netanyahu érige la neutralisation du programme nucléaire iranien au rang de priorité nationale, faisant de la « menace existentielle » que représenterait l'Iran un enjeu supérieur à la résolution de la question palestinienne⁴. Cette hiérarchisation des priorités sécuritaires a progressivement conduit les dirigeants israéliens à la militarisation du rapport à l'Iran et à la justification d'opérations préventives présentées comme relevant de la défense nationale. Des assassinats ciblés aux opérations de sabotage, en passant par la guerre cyber, la confrontation s'est intensifiée depuis les

années 2000 et la présidence de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013).

Cette intensification du conflit depuis plus de deux décennies montre la limite des efforts diplomatiques pour éviter l'affrontement. Dans cette perspective, la trêve conclue le 24 juin 2025 ne saurait être interprétée comme une véritable cessation des hostilités, mais plutôt comme une suspension provisoire des combats. Début 2026, la tension militaire entre l'Iran et les États-Unis ne cesse de s'aggraver. Malgré la reprise de discussions indirectes à Oman, la dynamique d'escalade l'emporte et débouche, le 28 février, sur une nouvelle phase de confrontation militaire impliquant l'Iran, Israël et les États-Unis. Le rôle d'Israël pèse lourdement sur les négociations, en incitant Washington à maintenir des exigences particulièrement élevées envers Téhéran, qu'il s'agisse du programme nucléaire, des capacités balistiques, de la politique régionale ou de la situation intérieure. L'ouverture des hostilités confirme la fragilité d'un équilibre régional déjà instable et aisément réversible. Elle illustre surtout la persistance d'un affrontement structurel opposant Israël et les États-Unis, d'un côté, à la République islamique d'Iran et à son « axe de la résistance » de l'autre. Dans ce contexte de confrontation durable, les tensions régionales se répercutent également sur la scène intérieure iranienne.

Aussi, il n'est pas surprenant qu'à la suite de la guerre des Douze-Jours, les autorités iraniennes aient lancé une série d'arrestations visant la communauté

INTRODUCTION

juive du pays, accusée de « contacts avec un État hostile ». Cette communauté juive en Iran est composée de 10 000 à 15 000 citoyens en 2026 contre 80 000 à 100 000 à la veille de la Révolution de 1979. Un an après la Révolution, leur nombre chute fortement, pour se situer autour de 50 000 à 60 000 personnes. Au milieu et à la fin des années 1980, les estimations font état de 20 000 à 30 000 Juifs iraniens. Fait notable, au milieu des années 1990, ce chiffre est considéré comme exceptionnellement élevé, atteignant près de 35 000 personnes⁵. La Révolution islamique de 1979 modifie le cadre identitaire. L'identité nationale devient officiellement islamique et, en pratique, khomeiniste, et bien que les Juifs soient reconnus comme minorité protégée, le climat idéologique les marginalise. Certains choisissent d'affirmer leur iranité plus que jamais, allant jusqu'à déclarer qu'en cas d'attaque israélienne, leur loyauté irait d'abord à l'Iran. D'autres redécouvrent un judaïsme plus marqué, dans un contexte où l'identité religieuse devient omniprésente dans la vie politique et sociale.

À l'été 2025, parmi les quelque 35 personnes interpellées figurent au moins deux citoyens irano-américains de confession juive, dont l'un demeure détenu à ce jour. Il s'agit de Kamran Hekmati, un bijoutier irano-américain de 70 ans originaire de New York, accusé d'avoir voyagé en Israël treize ans plus tôt pour y célébrer la bar-mitsva de son fils. Arrivé en Iran en mai 2025 pour une courte visite familiale, il a été arrêté en juillet et placé à la prison d'Evin à Téhéran. Selon

ses proches, le tribunal révolutionnaire l'a condamné en août à quatre ans d'emprisonnement sur la base d'une loi interdisant aux Iraniens de se rendre en Israël ; la peine a ensuite été réduite. Né en Iran et émigré aux États-Unis à l'âge de 13 ans, Hekmati détient la double nationalité, non reconnue par Téhéran. Cette affaire illustre la sévérité accrue du régime à l'égard des binationaux et l'usage politique des accusations liées à Israël contre des citoyens détenteurs de passeports occidentaux en général et américains en particulier⁶.

Ces arrestations s'inscrivent donc dans un climat de suspicion généralisée à l'égard des minorités, comme les bahaïs considérés comme des « hérétiques » à la solde d'Israël⁷, et des binationaux, perçus comme des relais potentiels d'influence étrangère. Bien que Téhéran présente ces mesures comme relevant de la sécurité nationale, il s'agit d'une forme de « diplomatie des otages » destinée à accroître la pression sur Washington pour limiter les velléités guerrières israéliennes. Ces prises d'otages illustrent la convergence entre logique sécuritaire interne et instrumentalisation stratégique des détentions arbitraires par le régime iranien dans un environnement de confrontation régionale. La veille des frappes américaines et israéliennes contre l'Iran du 28 février 2026, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a officiellement désigné l'Iran comme le principal « État soutenant les détentions arbitraires », une catégorie créée après un décret du président Donald Trump visant à protéger les citoyens américains détenus à l'étranger. Selon Marco Rubio, cette pratique

INTRODUCTION

remonte à la prise d'otages de l'ambassade américaine en 1979, encouragée par Rouhollah Khomeini, et Téhéran continue depuis à utiliser la détention arbitraire de citoyens occidentaux en vue d'un marchandage politique avec d'autres États.

La guerre des Douzes-Jours se distingue par son intensité et par l'implication militaire directe des États-Unis aux côtés de leur allié israélien. Si l'ampleur réelle des destructions infligées aux infrastructures nucléaires et militaires iraniennes reste incertaine, les pertes humaines témoignent de fortes asymétries : selon les sources disponibles, 1 054 morts ont été recensés côté iranien, contre 28 en Israël. Le cessez-le-feu du 24 juin 2025 met un terme provisoire à cette séquence sans en épuiser les causes structurelles.

Lorsque les forces israéliennes et américaines lancent, le 28 février 2026, deux opérations militaires simultanées – « Fureur épique » pour Washington et « Rugissement du lion » pour Tel-Aviv –, une nouvelle étape est franchie dans la confrontation stratégique avec Téhéran. Ce n'est pas le déclenchement de cette offensive qui surprend, tant l'escalade était prévisible, mais son ampleur et, surtout, le choix de cibler une nouvelle fois des responsables politiques et militaires de la République islamique. Les frappes israélo-américaines du 28 février 2026 ont notamment éliminé plusieurs figures centrales du régime iranien, parmi lesquelles le Guide suprême Ali Khamenei, le ministre de la Défense Aziz Nasirzadeh, le commandant en chef des Gardiens de la révolution Mohammad Pakpour, le secrétaire du

Conseil de défense nationale Ali Shamkhani, le chef d'état-major Abdolrahim Mousavi, ainsi que plusieurs responsables militaires et scientifiques liés aux programmes d'armement dont Mohammad Shirazi qui était le chef du bureau du Guide suprême depuis 1989.

Au 9 mars 2026, la guerre a déjà fait plus d'un millier de morts en Iran, tandis que les frappes de riposte iraniennes ont causé la mort d'une dizaine de personnes en Israël et de sept militaires américains dans la région. Au total, neuf des quinze États voisins de l'Iran ont été affectés par les ripostes de Téhéran depuis l'intervention militaire israélo-américaine. À l'échelle régionale, il faut également ajouter la Jordanie, Chypre et Israël, ce qui porte à douze le nombre de pays ciblés, directement ou indirectement, par les forces armées iraniennes en réponse à l'attaque israélo-américaine. Bases militaires, infrastructures énergétiques, touristiques, installations de transport aériennes et portuaires et représentations diplomatiques ont été menacées ou touchées par des frappes de missiles et de drones. Parallèlement, Téhéran a décidé de fermer le détroit d'Ormuz, point de passage stratégique par lequel transite près d'un cinquième du commerce mondial de pétrole.

Ce choix constitue toutefois un pari risqué. En cherchant à régionaliser et à internationaliser sur le plan économique le coût du conflit, l'Iran a produit l'effet inverse : une accélération de son isolement diplomatique. Les États du Conseil de coopération du Golfe, qui avaient amorcé depuis quelques années une phase de désescalade prudente avec Téhéran, se retrouvent

INTRODUCTION

désormais directement exposés aux représailles iraniennes. Même les États traditionnellement prudents, comme Oman ou le Qatar, voient leurs marges de médiation se réduire face à une stratégie qui transforme progressivement les voisins arabes en cibles militaires des Gardiens de la révolution islamique (*pasdaran*).

En d'autres termes, après une forme de suicide politique interne – marqué par la violence d'État et l'écrasement par la force des contestations populaires depuis plusieurs années –, la République islamique semble désormais engagée dans une forme de suicide diplomatique régional. Cette évolution est d'autant plus préoccupante qu'elle comporte un risque d'internationalisation rapide du conflit. La présence militaire et navale de puissances européennes dans le Golfe, notamment la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, ainsi que leur alliance stratégique avec les États-Unis pourraient transformer des attaques contre des installations ou des personnels occidentaux en facteur d'escalade directe. Cette dynamique est illustrée par la mort, le 13 mars 2026 en Irak, de l'adjudant-chef Arnaud Frion, soldat de l'Armée de terre française appartenant aux chasseurs alpins, tué lors d'une attaque de drones revendiquée par la milice chiite pro-iranienne *Ashab al-Kahf* – littéralement « les Compagnons de la Caverne », une référence coranique à des croyants réfugiés dans une grotte pour échapper à la persécution.

La stratégie militaire iranienne repose désormais largement sur la saturation balistique et l'usage massif de drones, destinés à contourner les systèmes de défense

adverses et à imposer des coûts élevés à l'ennemi. Mais cette logique d'usure, efficace dans un cadre asymétrique, comporte une limite majeure : elle multiplie les cibles et élargit potentiellement le cercle des adversaires.

L'Iran conserve certes des capacités militaires importantes et des stocks de drones significatifs au printemps 2026, notamment grâce à l'économie de guerre développée par les Gardiens de la révolution et à un arsenal balistique conséquent. Toutefois, ces instruments ne compensent pas l'isolement croissant du pays dans son environnement régional. La profondeur stratégique iranienne n'a pas disparu ; mais elle fonctionne désormais davantage comme un multiplicateur d'incertitude que comme un véritable bouclier.

Dans ces conditions, la République islamique peut encore prolonger la confrontation militaire à l'échelle régionale, mais elle n'en maîtrise plus véritablement les frontières. C'est peut-être là le paradoxe stratégique de la séquence actuelle : en cherchant à transformer l'ensemble de la région en zone de pression, Téhéran risque surtout d'élargir la coalition des États désireux de contenir sa puissance et de neutraliser sa capacité de nuisance, perçue comme une menace pour la stabilité et la prospérité régionales, ainsi que pour l'équilibre de l'économie mondiale. Cet élargissement du conflit fait d'ailleurs le jeu diplomatique d'Israël qui a intérêt à ce rapprochement avec ses voisins arabes du Golfe pour parvenir *in fine* à l'élargissement des accords d'Abraham.

INTRODUCTION

Cet ouvrage analyse ce basculement historique en inscrivant la séquence des guerres de 2024 à 2026 dans le temps long des relations irano-israéliennes. Il propose une lecture globale et rigoureuse de ces affrontements militaires directs avec la comparaison des trajectoires politiques respectives des deux États, l'étude de leurs appareils politico-militaires (Gardiens de la Révolution, Mossad, Tsahal), l'examen de leurs doctrines nucléaires, et une réflexion plus large sur les mutations contemporaines de la guerre – qu'il s'agisse de la guerre cyber, des guerres par procuration ou du ciblage des infrastructures étatiques et des élites sécuritaires. L'étude mobilise un ensemble de sources primaires (archives, entretiens, rapports, discours officiels) et secondaires (travaux universitaires, analyses de *think tanks*, presse iranienne et israélienne), dans une démarche qui croise les approches, mettant en évidence les dimensions idéologiques tout autant que militaires.

Le tournant de 2024-2026, amorcé par l'attaque israélienne contre le consulat iranien à Damas le 1^{er} avril 2024, inaugure une nouvelle séquence d'escalade. L'Iran réplique par les opérations « Promesses honnêtes » (1 à 4), combinant tirs de missiles balistiques, drones armés et réactions militaires menées par ses partenaires non étatiques régionaux. Israël adopte alors une stratégie d'attrition ciblée, visant les élites sécuritaires iraniennes – notamment le général Amir Ali Hajizadeh, responsable de la Force aérospatiale des gardiens de la Révolution, et Mohammad Kazemi,

IRAN-ISRAËL LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

responsable de l'organisation du renseignement des Gardiens de la Révolution – ainsi que les infrastructures critiques du pays, telles que les centrales, dépôts de carburant et champs gaziers.

Cette confrontation met en évidence une asymétrie stratégique particulièrement marquée. Israël, dont la population s'élève à environ 9,8 millions d'habitants et qui bénéficie d'un soutien occidental constant, s'appuie sur une supériorité technologique avérée ainsi que sur un réseau de partenariats avec ses alliés militaires occidentaux pour conduire des frappes rapides et ciblées tout en renforçant ses défenses sol-air. L'Iran, en revanche, compense ses moindres capacités militaires dans le domaine conventionnel par une doctrine de dissuasion asymétrique mobilisant capacités balistiques, forces auxiliaires, puissance cyber et menace de perturbation du trafic d'hydrocarbures dans le détroit d'Ormuz. Par ailleurs, si la République islamique, par l'étendue de son territoire, près de trois fois celui de la France, et par sa population de plus de 92 millions d'habitants, apparaît structurellement mieux armée pour soutenir un conflit prolongé, la nette supériorité israélienne, notamment dans le domaine aérien, lui a permis de prendre un avantage décisif dans les premières heures de la guerre. La petite taille d'Israël, dont le territoire d'environ 22 000 km² équivaut à celui de trois départements français, et la relative modestie de sa population en font cependant un acteur potentiellement plus vulnérable à l'usure stratégique.

Au-delà de leur dimension militaire, les guerres de 2025-2026 possèdent une forte charge identitaire. Pour

INTRODUCTION

la République islamique, l'hostilité à Israël ne relève pas seulement de la rivalité géopolitique : elle constitue un pilier de la légitimité révolutionnaire. La défense de la cause palestinienne et la dénonciation de l'ordre hégémonique occidental participent de la justification du pouvoir interne et expliquent la posture intransigeante des Gardiens de la Révolution, désireux de restaurer leur prestige après leurs revers en Syrie, notamment à la suite de la chute du régime de Bachar al-Assad en décembre 2024.

Les frappes israéliennes de juin 2025, d'une efficacité redoutable, ont provoqué un choc stratégique majeur, d'autant qu'elles ont été effectuées alors que des négociations irano-américaines se tenaient par l'intermédiaire du sultanat d'Oman. L'élimination de figures centrales comme Hajizadeh et Kazemi a ébranlé les piliers du dispositif de dissuasion et de répression du régime, confirmant la logique d'une guerre d'usure visant le cœur du pouvoir iranien sans recours à une invasion terrestre.

L'ouvrage propose enfin une double lecture de ces guerres : d'un côté, des interventions préventives illégales au regard du droit international, menée par Israël contre des infrastructures tenues par des forces non étatiques ou proto-étatiques iraniennes situées en Syrie, au Liban, au Yémen ou sur le sol iranien ; de l'autre, une riposte jugée légitime par l'administration Trump et par les sources officielles israéliennes face à la stratégie d'encerclement menée par Téhéran *via* le Hezbollah, les Houthis et les milices chiites irakiennes.

CHAPITRE PREMIER

L'arrière-plan historique

Les relations entre les Juifs et la Perse s'inscrivent dans une histoire longue et complexe, marquée à la fois par des épisodes fondateurs d'une mémoire positive et par des réalités impériales souvent plus ambivalentes. La Perse antique, avec la figure de Cyrus le Grand, occupe une place singulière dans la tradition juive : celle d'un empire étranger qui, loin d'avoir opprimé le peuple d'Israël, l'a libéré. En 539 av. J.-C., lorsque les armées achéménides*¹ conquièrent Babylone, Cyrus met fin à l'exil imposé aux Judéens depuis 586 av. J.-C. D'après les récits bibliques – notamment les livres d'Esdras et d'Isaïe –, il autorise leur retour à Jérusalem et la reconstruction du Temple détruit par Nabuchodonosor. Ce geste, très rare dans l'histoire des empires du Proche-Orient, élève Cyrus au rang singulier de « messie païen », un souverain non juif choisi par Dieu pour accomplir son dessein².

Au-delà du récit religieux, cet épisode illustre la nature pragmatique de la politique achéménide, fondée

sur la reconnaissance des cultes et des traditions locales afin d'assurer la loyauté des peuples conquis. Les Juifs sont ainsi intégrés dans l'ordre impérial perse, bénéficiant d'une autonomie relative au sein de la province de Yehoud³. Cette expérience initiale constitue la première rencontre structurante entre judaïsme et monde iranien, inscrivant durablement une image positive de la Perse dans la mémoire des Juifs jusqu'à l'époque la plus contemporaine⁴.

Sous les Sassanides* (224-651), l'Iran devient un empire centralisé, profondément marqué par le zoroastrisme*, religion officielle de l'État. Il n'existe pas de code théocratique uniforme ; plutôt une doctrine royale où le zoroastrisme légitime l'autorité du souverain. Le clergé exerce une forte influence mais l'État n'est pas une théocratie au sens strict. Les Juifs, présents en Mésopotamie comme sur le plateau iranien, forment alors une communauté nombreuse, notamment en Babylonie où a été rédigé le Talmud de Babylone entre le III^e et le V^e siècle, pilier de la tradition rabbinique.

Leur statut reste cependant ambigu : protégés en tant que communauté tolérée, les Juifs sont soumis à des pressions fiscales et à des épisodes de persécution, particulièrement lorsque l'autorité sassanide perçoit le judaïsme ou le christianisme comme des menaces politiques associées à Byzance. Cependant, le christianisme est beaucoup plus explicitement associé à Byzance ; le judaïsme l'est parfois par ricochet, surtout parce que certains souverains sassanides considèrent les chrétiens comme les « agents » de l'empire rival, et voient

L'ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE

les Juifs comme un groupe religieux potentiellement aligné contre la religion d'État, mais sans lien géopolitique direct.

L'avènement des Safavides* (1501-1736) transforme en profondeur la situation des minorités. En faisant du chiisme duodécimain* la religion d'État, les Safavides instituent une hiérarchie religieuse stricte, plaçant les Juifs dans une position de vulnérabilité accrue. Leur statut juridique se dégrade, accompagné de discriminations dans l'espace public et de conversions forcées. Des récits de voyageurs européens du XVII^e siècle évoquent des humiliations et des violences à l'encontre des Juifs, notamment à Ispahan⁵. Le contraste entre la mémoire positive de Cyrus et la réalité safavide souligne le passage d'une coexistence impériale pacifique à des tensions religieuses.

Du point de vue de la majorité musulmane de la société, leur caractère distinctif réside avant tout dans leur judéité, c'est-à-dire dans l'appartenance à un groupe soudé par une même religion, des rites communs et une mémoire partagée. Cette identité religieuse, dominante jusqu'au XIX^e siècle, est renforcée par la manière dont les autres les perçoivent : la société iranienne prémoderne classe essentiellement les individus en fonction de leurs croyances, ce qui place les Juifs dans une catégorie séparée, marquée par le statut de dhimmi et par les restrictions qui l'accompagnent⁶.

Pour les Juifs de Perse se pose aussi la question des conversions, forcées ou volontaires. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, plusieurs vagues de conversions imposées

frappent les communautés juives. Ces épisodes traumatiques montrent que l'identité des Juifs est aussi définie de l'extérieur : c'est parce qu'ils sont perçus comme Juifs qu'ils sont visés. Pourtant, nombre de convertis restent attachés au judaïsme. Le cas des *Jadid al-Islam* (nouveaux musulmans) de Mashhad (convertis de 1839) est emblématique : malgré deux siècles d'islamisation officielle, ils perpétuent clandestinement les rites juifs, pratiquent le double mariage (un contrat musulman, un contrat juif) et transmettent une identité crypto-juive* tenace. L'identité juive, privée et parfois illégale, résiste donc sous des formes détournées. Elle demeure centrale même lorsque les structures communautaires sont fragilisées ou contraintes.

Malgré ces vicissitudes, la mémoire juive continue de célébrer positivement la Perse antique. Cyrus le Grand y est resté un symbole de justice et d'ouverture, souvent invoqué dans les prières et dans les textes rabbiniques comme l'instrument de la providence divine. Le livre d'Esther⁷ et la fête de Pourim⁸ rappellent également la coexistence paradoxale entre protection impériale et menace existentielle, révélant la tension constitutive de la condition juive en Perse : un espace de coexistence, mais aussi de vulnérabilité.

Durant la période qajare* (1794-1925), la communauté juive, numériquement modeste – quelques dizaines de milliers d'individus –, est présente dans les principales villes du pays. Elle se concentre dans les activités artisanales, commerciales et médicales, occupant une place intermédiaire dans la société.

L'ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE

L'ouverture du pays au monde occidental renforce ses liens avec des réseaux transnationaux, notamment *via* l'Alliance israélite universelle. Si les Juifs sont perçus comme économiquement utiles, ils restent marginalisés tant du point de vue religieux, culturel qu'institutionnel. En tant que dhimmis*, protégés non musulmans, ils jouissent d'une sécurité juridique théorique, tout en restant exclus de nombreuses fonctions publiques et de certaines sphères sociales. Souvent regroupés dans des quartiers spécifiques (*mahaleh*) pour des raisons à la fois de sécurité et de prescription sociale, ils sont soumis à des restrictions variables selon les régions : interdiction d'accéder à certaines professions de l'administration, limitations vestimentaires héritées de la tradition juridique islamique ou encore obligation de construire leurs synagogues à une hauteur inférieure à celle des mosquées. L'application de ces règles dépend toutefois largement du contexte local et de l'attitude des autorités.

À partir du XIX^e siècle, l'influence croissante des puissances européennes contribue à une lente évolution de leur statut. Dès les années 1870, les communautés juives d'Europe tentent d'améliorer la situation des Juifs en Iran. Le gouvernement britannique effectue des démarches et les États-Unis interviennent dès 1894, notamment par la voie diplomatique et consulaire, dans le cadre d'une protection élargie des minorités religieuses au sein de la Perse. Des pressions diplomatiques sont exercées par la légation des États-Unis à Téhéran, qui transmet au gouvernement

iranien des protestations officielles concernant le traitement réservé aux Juifs. Ces démarches sont largement relayées par des organisations juives américaines, qui alertent le Département d'État et contribuent à faire de la question juive en Iran un sujet de politique étrangère, au nom des principes de liberté religieuse et de protection des minorités. Cette intervention s'inscrit dans un contexte marqué par la mobilisation transnationale des communautés juives, en particulier aux États-Unis, après plusieurs affaires de violences, de discriminations et de conversions forcées visant les communautés juives iraniennes à la fin du XIX^e siècle.

Cette action américaine, bien que limitée et prudente, se distingue de celle des puissances européennes par son absence d'ambition coloniale directe en Iran. Elle s'inscrit davantage dans une logique morale et humanitaire, tout en renforçant la présence diplomatique américaine au Moyen-Orient. Elle contribue néanmoins à placer les autorités qajares sous surveillance internationale, les incitant ponctuellement à modérer certaines pratiques discriminatoires, sans pour autant transformer en profondeur la condition des Juifs iraniens.

NOTES

Notes de l'introduction, p. 7

1. Voir les déclarations du président Ahmadinejad citant l'ayatollah Khomeini sur la nécessité « d'effacer Israël des pages du temps » (*Esrâ'il bâyyad az sahneyeh roozegâr mahv shavad*) qui avaient été (mal) traduites dans la presse occidentale par « rayer Israël de la carte ». Voir le texte du discours du président Ahmadinejad, « gozaresh-e kâmel-e hamâyesh-e “Jahân bedun-e Sahyonism” / Sokhanrâni-ye Ra'is-e jomhur, Ali-Akbari va payâm-hâ-ye Seyyed Hassan Nasrallah va Khâled Mash'al » (Rapport complet du colloque « Le monde sans sionisme » / Discours du président, d'Ali-Akbari et messages de Seyyed Hassan Nasrallah et Khaled Mechaal), *ISNA*, 4 Âbân 1384 (26 octobre 2005). Sur la polémique en lien avec la traduction, lire Jonathan Steele, « Lost in Translation », *The Guardian*, 14 juin 2006.

2. Déclaration citée dans Ali Harb, « Trump says he was “very much in charge” of Israel’s June 13 attack on Iran », *Al-Jazeera*, 6 novembre 2025.

3. Voir les archives américaines publiées par *The Digital National Security Archive* sur l'affaire Iran Contra.

4. Samuel Forey, « La République islamique d'Iran, ennemie intime de Netanyahu depuis trente ans », *Le Monde*, 13 juin 2025.

5. Eliz Sanasarian, *Religious Minorities in Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 48.

6. Farnaz Fassihi, « Iran Sentences Iranian American Jewish Man to Prison, Family Says », *The New York Times*, 6 novembre 2025.

7. « Iran Arrests Baha'is in Wave of Raids Across Multiple Provinces », *IranWire*, 7 novembre 2025.

Notes du chapitre premier, p. 25

1. Les mots suivis d'un astérisque sont expliqués dans le glossaire, p. 169.

2. Mayer I. Gruber, « Judeo-Persian Communities ii. Achaemenid Period », *Encyclopædia Iranica*, 15/1, 15 juin 2009, p. 90-96.

3. John Wilson Betlyon, « The Provincial Government of Persian Period Judea and the Yehud Coins », *Journal of Biblical Literature*, 105/4, décembre 1986, p. 633-642 ; Morton Smith, « Jewish Religious Life in the Persian Period », dans W. D. Davies, Louis Finkelstein (dir.), *The Cambridge History of Judaism*, vol. 1, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

4. « Many Israelis Call Trump “The Cyrus of Our Time”. Who was Cyrus the Great? », *IranWire*, 13 octobre 2025.

5. Jean Chardin, *Voyages de Monsieur le Chevalier Chardin en Perse et autres lieux de l'Orient*, Amsterdam, Jean-Louis de Lorme, 10 vol., 1711.

6. Daniel Tsadik, « Identity among the Jews of Iran », dans Amanat Abbas, Farzin Vejdani (dir.), *Iran Facing Others*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.

7. Le livre d'Esther, situé dans la Perse achéménide sous le règne de Xerxès I^{er}, raconte la condition d'une communauté juive en diaspora, intégrée à l'ordre impérial mais exposée à une menace d'anéantissement venue du cœur même du pouvoir. Protégés indirectement par la position d'Esther au palais, les Juifs restent dépendants de l'arbitraire du souverain et des luttes internes à l'État. Le récit met ainsi en lumière une coexistence fragile, faite à la fois de tolérance impériale et de précarité existentielle.

8. La fête de Pourim commémore une survie obtenue *in extremis* plutôt qu'une émancipation durable. Elle rappelle la condition fondamentalement réversible des Juifs en contexte impérial, où la coexistence repose sur des équilibres fragiles et où la protection du pouvoir peut à tout moment se transformer en menace.